

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Egalité et droits des femmes

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absents / Excusés :

Jacques DOMERGUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

Plan d'action 2024-2026 à destination des familles monoparentales - Approbation

Madame Fatma NAKIB, Adjointe au Maire, rapporte :

A Montpellier, 40% des familles avec enfants sont monoparentales. En 2023, la Caisse d'Allocation Familiale (CAF) identifie plus de 10 000 familles et 18 000 enfants allocataires (soit 2 enfants par foyer en moyenne). 85% de ces familles ont pour titulaire de l'autorité parentale une femme. Elles sont dans une situation de vulnérabilité particulière, car le système actuel, tel qu'il est construit, les laisse trop souvent assumer seules la charge mentale, financière et éducative de leur famille.

Au-delà de ces problématiques universelles à l'ensemble des familles monoparentales, une partie d'entre elles sont touchées par des situations de précarité économique. Plus d'un tiers est en situation de pauvreté (contre un taux de 27% sur la population globale de Montpellier) et un quart est bénéficiaire du Revenu de Solidarité Active (RSA). Les données de la CAF de l'Hérault indiquent que plus le nombre d'enfants à charge de ces foyers est élevé, plus les revenus issus du travail diminuent.

Grâce aux travaux de l'Observatoire des discriminations, piloté par la Ville de Montpellier et l'Université Paul-Valéry, une étude démarrée en 2019 et actualisée en 2022, permet de mieux chiffrer et d'analyser les difficultés sociales et les discriminations subies par ces familles. Cette étude confirme que les femmes seules avec enfants rencontrent des difficultés particulières d'accès aux droits, aux modes de garde, aux dispositifs de parentalité, au logement et à l'insertion professionnelle. En effet, l'accès à l'emploi est rendu complexe, voire impossible en raison des modes de garde souvent inadaptés ou insuffisants. Par ailleurs de nombreux freins sont à souligner, tels que l'isolement et les difficultés de langue. Leurs besoins sont donc multiples et complexes :

- La séparation est un moment crucial pendant lequel elles ont particulièrement besoin de soutien. L'objectif est de prévenir leur bascule dans la pauvreté, ainsi que l'aggravation ou la survenance de violences. Ce sont la moitié des femmes monoparentales qui déclarent subir des pressions de leur ancien compagnon. La question des violences ne peut donc être déconnectée de celle de la monoparentalité ;
- Concernant le logement, les femmes monoparentales sont près de 4 000 en attente d'un logement social sur le territoire de la Métropole. La plupart des séparations amène la femme à déménager en raison de sa situation économique plus défavorable et le parcours d'accès et de maintien dans le logement est complexe pour ces publics. Par exemple, 100 femmes monoparentales sont en demande d'hébergement auprès du 115 au cours du premier trimestre 2024 ;
- Une étude a également été financée par la Ville et livrée en début d'année 2024 pour évaluer plus finement les besoins de modes de garde en horaires atypiques pour les familles du territoire. Cette étude a amené la Ville à construire des dispositifs expérimentaux et adaptés à ce public ;
- Enfin, lors de moments d'échange avec des femmes monoparentales, organisés par la Ville et le CCAS, celles-ci ont exprimé la volonté de voir des espaces d'échange et de soutien se développer, ainsi que d'avoir accès une présentation claire de l'offre mobilisable en matière de parentalité et d'accueil du jeune enfant.

Pour l'ensemble de ces raisons, la Ville de Montpellier a décidé de construire un plan d'actions à destination des familles monoparentales. C'est une question d'égalité et de justice sociale.

Le soutien des femmes monoparentales : une priorité pour la Ville de Montpellier

La Ville de Montpellier soutient la création d'un statut législatif de parent isolé afin de prendre en compte la particularité de ces femmes et de leurs enfants. Ce sujet est pour l'instant un angle mort des politiques nationales, qui s'appuient sur des logiques familialistes issues de l'après-guerre.

Ayant conscience de la charge mentale, financière et parentale qui incombe aux femmes seules avec enfants, il est de la responsabilité de la Ville de les accompagner en favorisant l'expression de leurs besoins et en réunissant les institutions compétentes pour y répondre collectivement. Par cette délibération, la Ville de Montpellier veut rendre visibles ces femmes et les soutenir, ainsi que leurs enfants, citoyens de demain. Elle doit participer à réunir les conditions de leur indépendance et de leur épanouissement.

Un plan d'actions 2024/2026 pour soutenir les familles monoparentales habitant à Montpellier

Depuis le début du mandat, la monoparentalité constitue un enjeu majeur, intégré dans la conduite de l'ensemble des politiques publiques de la Collectivité. La Ville agit concrètement sur la vie quotidienne des habitants et de leurs enfants, dans les domaines de la petite enfance, de l'emploi, de l'égalité entre les sexes, de la politique de la ville et de l'accès aux droits.

La Ville œuvre aux côtés de ses partenaires institutionnels et associatifs : la Caisse d'Allocation Familiale, le Département de l'Hérault, la Délégation départementale aux droits des femmes, la Délégation Départementale du Travail, de l'Emploi et des Solidarités, le Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF) de l'Hérault, le Planning familial de l'Hérault, la Collective des mères isolées, et plus largement avec le Collectif Gisèle Halimi et d'autres associations.

La Ville s'engage à rendre prioritaires ces ménages chaque fois qu'elle le pourra, notamment dans le déploiement des projets nouveaux. C'est le cas dans la nouvelle contractualisation du Pacte des solidarités 2024-2027 porté avec l'Etat et la Métropole, le déploiement de l'Entreprise à but d'emploi imaginée dans le cadre du Territoire Zéro Chômeurs Longue Durée, ainsi que de la nouvelle cotation de la demande de logement social et la refonte des critères d'admission en crèches.

Des résultats sont déjà visibles au travers de :

- La nouvelle tarification sociale de la cantine qui permet d'accéder à des repas à 50 centimes bénéficie aujourd'hui à près de 2 000 enfants de parents isolés ;
- La nouvelle quotation des demandes de places pour la petite enfance : 65% des admissions en crèche pour 2023 concernent des foyers monoparentaux (soit 128 familles) ;
- Le droit au répit avec l'organisation ce printemps de week-end de loisirs et de répit. Cette expérience sera reproduite en 2025 et 2026 et touchera près de 240 familles.

Par ailleurs, la Ville s'est rendue acquéreur en début d'année 2024 de l'ancien EHPAD Les Violettes, situé rue du professeur Forgue, pour ouvrir d'ici 2028, une douzaine de logements temporaires dans le but d'aider

ces familles à définir leur nouveau projet de vie, au moment de leur séparation.

Le plan d'action porté par la Ville 2024/2026 comporte ainsi des actions déjà opérationnelles, dont certaines s'inscrivent dans le bouclier social sur lequel la majorité s'est engagée. D'autres sont programmées ou en cours d'expérimentation. Ces actions répondent à trois objectifs stratégiques :

- Objectif 1 : favoriser la participation et la citoyenneté des familles monoparentales ;
- Objectif 2 : développer et adapter les dispositifs municipaux pour mieux répondre aux besoins des familles monoparentales ;
- Objectif 3 : mobiliser les acteurs institutionnels et associatifs compétents pour favoriser leurs accès aux droits et l'expression des besoins des familles concernées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes du plan d'action de la Ville de Montpellier à destination des familles monoparentales ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer à tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Plan d'actions familles monoparentales

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-269632-AR-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

PLAN D' ACTIONS 2024/2026 DÉDIÉ AUX FAMILLES MONOPARENTALES À MONTPELLIER

Objectif 1 – Favoriser la participation et la citoyenneté des familles monoparentales

ACTION	PILOTE	DESCRIPTION	Année
Favoriser la participation des familles à la définition et au développement de chaque nouveau dispositif déployé par la Ville	<i>Tous les pôles</i>	Des temps de recueil des besoins et de parole seront organisés pour faire évoluer les dispositifs déployés pour les familles monoparentales. <u>Exemple</u> : lors les séjours « mamans solos », un temps de recueil de leur parole est organisé tous les samedis par les agents du Pôle solidarités.	2024, 2025, 2026
Une action expérimentale et participative sera menée dans le cadre du Territoire Zéro Chômeurs Longue Durée	<i>Pôle Attractivité, Développement économique et Emploi</i>	Une nouvelle offre de garde d'enfants pour permettre aux familles de palier les imprévus ou de participer à des activités. Cette action sera co-construite avec les habitantes concernées et les associations du quartier.	2024, 2025, 2026
Une action expérimentale et participative sera menée dans le cadre de la refonte du règlement intérieur du Fonds solidarités Logement	<i>Pôle Développement Urbain et pôle solidarités</i>	Cette refonte permettra de travailler des actions tendant par exemple à favoriser l'installation des femmes monoparentales dans leur nouveau quartier (en lien avec les maisons pour tous et les travailleurs sociaux du Conseil départemental).	2024, 2025, 2026
Impulser le développement de réseaux de familles monoparentales dans les quartiers de la Ville pour favoriser les échanges entre familles et développer des actions innovantes	<i>Pôle solidarités</i>	Ce travail sera mené au Nord, au Sud, à l'Est, à l'Ouest et centre la Ville, en s'appuyant sur les équipements municipaux fréquentés par les familles monoparentales (Gisèle Halimi, maisons pour tous, médiathèques, etc.).	2024, 2025, 2026

Objectif 2 – Développer et adapter nos dispositifs municipaux pour mieux répondre aux besoins des familles monoparentales

ACTION	PILOTE	DESCRIPTION	Année
Permettre aux familles monoparentales de partir en week-end de loisirs et de répit : <i>Séjours « mamans solos »</i>	<i>Pôle Solidarités</i>	6 week-end par an sont organisés sur la base de loisirs Poséidon à la Grande Motte, en lien avec l'association 3MTKD. Soit 240 familles monoparentales bénéficiaires sur 3 ans (80 par an).	2024, 2025 et 2026
Faciliter la mise en lien et l'échange de services en créant une application mobile (myACM)	<i>ACM / Pôle Solidarités</i>	Analyse actuelle des données collectées par ACM (par résidences et quartiers). L'application pourra être développée à partir de 2025.	2025 (déploiement)
Simplifier l'information à destination des familles monoparentales sur les modes d'accueil et les dispositifs de soutien à la parentalité : <i>Guide pratique de la petite enfance</i> <i>Réunions de quartier « info familles »</i>	<i>Pôle Petite Enfance / Com / Pôle solidarités</i>	Ce guide intégrera les modes d'accueil et les dispositifs de soutien à la parentalité déployés par la Ville.	2 ^{ème} semestre 2024
Simplifier l'information à destination des familles monoparentales sur les loisirs, le sport et la culture.	<i>Pôle Solidarités, Pôle Sports, Pôle Culture et patrimoine / Com</i>		2024, 2025, 2026

ACTION	PILOTE	DESCRIPTION	Année
<p>Actions tendant à lever des freins d'accès à la mobilité :</p> <p>- <i>Gratuité des transports</i></p> <p>- <i>Apprentissage du Vélo</i></p>	<p><i>Pôles Mobilités / Pôle Solidarités et CCAS</i></p>	<p>245 000 pass gratuité délivrés à Montpellier.</p> <p>Avant, une femme active monoparentale avec 3 enfants s'acquittait de 1070 € d'abonnement par an.</p> <p>Concernant l'apprentissage du vélo, des séances d'apprentissage du Vélo sont proposés en lien avec le Vieux Biclou.</p>	<p>2024, 2025, 2026</p>
<p>Actions tendant à lever les freins d'accès aux droits sociaux :</p> <p><i>Aller-vers les familles monoparentales à travers le déploiement du Territoire Zéro Non Recours</i></p> <p><i>Favoriser l'accès aux droits sociaux, notamment au moment de la séparation</i></p>	<p><i>CCAS, Pôle Solidarités et Pôle Sécurité et tranquillité publique</i></p>	<p>Mise en œuvre d'actions d'aller-vers les habitants sur les quartiers suivants : Vert-Bois, Aiguelongue, Pompignane, Les Aubes, Marels-Montaubérou.</p> <p>Ces actions d'aller vers sont menées par le CCAS et coordonnées avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les maisons pour tous et les associations de terrain, - les actions du bus Ma prévention santé, - la petite enfance pour délivrer un premier niveau d'information et des animations auprès des enfants accueillis chez des assistantes maternelles. <p><u>Au CCAS</u>, tous les jours sans rendez-vous :</p> <ul style="list-style-type: none"> - instruction et ouvertures droits CPAM et CAF, orientation vers la CAF et le CD. - domiciliation postale. <p><u>Au sein de la maison de justice et du droit de Celleneuve</u> : permanences de juriste au sein de la MJD ,</p> <p><u>Au sein d'associations financées</u> (CIDFF, Via Voltaire, Planning Familial) : consultations psy, juridiques, accompagnement social.</p>	<p>2024, 2025, 2026</p>

ACTION	PILOTE	DESCRIPTION	Année
Faciliter l'accès aux crèches des familles monoparentales	<i>Pôle Petite Enfance</i>	<u>Refonte des critères d'admission en crèches municipales et aux délégataires en 2024</u> , aux crèches associatives à partir de 2025.	2024, 2025, 2026
Ouverture d'une crèche avec horaires atypiques (crèche Liselotte – Port Marianne)	<i>Pôle Petite Enfance</i>	Cet établissement accueille déjà 22 familles monoparentales en horaires classiques (7h/19h). <u>Horaires atypiques à partir de septembre 2024</u> , sur demande (6h-21h30)	2024, 2025, 2026
Solvabiliser le reste à charge de la garde à domicile en horaires atypiques de familles monoparentales isolées	<i>Pôle Petite Enfance</i>	Les familles monoparentales isolées, sous conditions de ressources ou en formation pourront accéder à ce dispositif, à partir de septembre 2024. Objectif : 40 familles par an en 2024 puis 50 familles par an.	2024, 2025, 2026
Favoriser l'accès à la santé et au parcours de soin des femmes : <i>Actions du bus Ma Prévention Santé</i> <i>Déploiement de la mutuelle communale</i>	<i>Pôle Solidarités</i>	Actions de prévention et d'aller vers - Bus MaP Journée santé des femmes (2 fois an) 100% des femmes accompagnées vers le dépistage des cancer Mise en place de la mutuelle communale à partir du 1er janvier 2025.	2024, 2025, 2026
Action de lutte contre le décrochage scolaire	<i>CCAS + Pôle Solidarités + Pôle Sécurité et tranquillité publique + Pôle éducation</i>	Plateforme de décrochage scolaire Programme de Réussite éducative (30% de familles monoparentales) A partir de septembre 2024 à la Maison pour tous Frida Kahlo : accueil de collégiens temporairement exclus	2024, 2025, 2026

ACTION	PILOTE	DESCRIPTION	Année
<p>Faciliter l'accès aux modes de garde pour la recherche d'emploi :</p> <p><i>dispositif plateforme de garde d'enfants et service d'accueil familial d'insertion</i></p>	<p><i>Pôle Petite Enfance</i></p> <p><i>Opérateur association Adages</i></p>	<p>Public cibles : familles bénéficiaires du RSA</p> <p>Solution de garde proposée pendant 3 à 6 mois, le temps de trouver une place pérenne en crèche.</p> <p>75% de familles monoparentales sollicitent ce service.</p>	2024, 2025, 2026
<p>Favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des femmes en développant une approche individuelle et globale</p>	<p><i>Pôle Attractivité, Développement économique et Emploi</i></p>	<p><u>Financements d'actions auprès de partenaires</u> intervenant notamment dans les quartiers prioritaires de la Ville : APIJE, CIDFF, Face Hérault, Les Esenti'Elles, IMEIF, Jasmin D'Orient, Kalisi, Instep Occitanie, Table de Cana.</p> <p>Ateliers sociolinguistiques, accompagnement socio-pro, relooking.</p>	2024, 2025, 2026
<p>Action de lever des freins d'accès à l'emploi en développant des dispositifs innovants :</p> <p>- <i>Tiers-Lieu culinaire Shake Mama</i></p> <p>- <i>L'entreprise à but d'emploi : un droit à l'emploi sur mesure et territorialisé (Territoire Zéro Chômeurs Longue Durée)</i></p>	<p><i>Pôle Attractivité, Développement économique et Emploi</i></p>	<p><u>Shake Mama</u> : Tiers-lieu de production culinaire à Gisèle Halimi (cofinancé dans le cadre du Pacte des Solidarités) en partenariat avec l'IMEIF.</p> <p>Accompagnement et formations dans un espace de restauration protégé.</p> <p><u>L'Entreprise à But d'Emploi</u> : permettra aux habitantes éligibles d'accéder à un emploi sur mesure et sécurisant (temps choisi, activités adaptées à leurs envies et compétences, CDI, ultra proximité).</p>	2024, 2025, 2026

ACTION	PILOTE	DESCRIPTION	Année
<p>Favoriser l'accès au logement au moment de la séparation :</p> <p><i>L'ouverture d'une douzaine 12 logements transitoire (suite à l'achat de l'ex-EHPAD Les Violettes)</i></p> <p><i>Nouvelle cotation de la demande pour l'accès au logement social</i></p>	<p><i>Pôle Solidarités et PSFI</i></p> <p><i>Pôle Développement Urbain</i></p>	<p><u>Ouverture prévue en 2027 d'un dispositif de logements temporaires</u>, comportant des espaces partagés, sera ouvert pour aider les familles monoparentales à définir leur projet de vie, après leur séparation.</p> <p><u>Accès au logement social</u> : les familles monoparentales représentent 20% de la demande et 20% des attributions (soit 500 attribution en 2023).</p> <p><u>Deux critères les favorisent depuis la nouvelle cotation</u> : séparation ou divorcé (110 points) et taux d'effort trop élevé ou sup à 45% (110 points).</p>	<p>2024, 2025, 2026</p> <p>2027 pour l'ouverture du site Les Violettes</p>
Financements de dispositifs de sous-location (avec ou sans bail glissant)	<i>Pôle Développement Urbain</i>	<p>Dans les dispositifs <u>d'appartements relais et baux glissants généraliste</u>, le tiers du public est monoparental.</p> <p><u>Un dispositif spécifique d'appartements relais est dédié à 11 femmes monoparentales de moins de 30 ans</u>, cofinancé avec le Conseil départemental, auprès de l'association Gestare.</p> <p><u>Dans le dispositif « Bail d'abord »</u> destiné aux personnes à la rue, 10 familles sur 54 sont monoparentales.</p>	2024, 2025, 2026
Favoriser l'accès au logement privé	<i>Pôle Développement urbain</i>	<p><u>L'agence immobilière à vocation sociale du territoire est un outil d'accès au logement des personnes mal-logées</u>. 25% de familles monoparentales ont bénéficié de ce dispositif en 2023.</p>	2024, 2025, 2026
<p>Lutte contre la précarité énergétique</p> <p><i>SLIME</i></p>	CCAS	<p>Le SLIME propose d'aider les ménages les plus modestes afin d'améliorer la performance énergétique de leur logement. Il peut-être saisi directement par les familles. En 2023, les familles monoparentales constituaient 20% du public.</p>	2024, 2025, 2026

ACTION	PILOTE	DESCRIPTION	Année
Favoriser l'accès à une alimentation saine et équilibrée à la cantine	<i>Pôle relation aux Usagers</i>	Tarification sociale des ménages (repas à 0,50 cent) : concerne près de 2000 enfants de parents isolés (en augmentation continue depuis 2020).	2024, 2025, 2026
Garantir l'accès aux activités périscolaires et aux loisirs des enfants	<i>Pôle Education et pôle Solidarités</i>	<p><u>Accueil de moins de 3 ans</u> : dans 8 écoles en QPV. Accueil en journée d'enfants de 2 à 3 ans les écoles maternelles en QPV. <u>Pour les plus de 3 ans</u> : ALSH avec tarification sociale Temps 16h30/17h30 gratuit Aide aux devoirs gratuites en maison pour tous (agréées centre social)</p> <p><u>Coup de pouce</u> : octroi d'une aide de 50 € pour toute première inscription dans un club sportif ou une association culturelle + distribution de 500 cartes été jeunes gratuites</p> <p><u>Maisons pour tous</u> : - Tarification sociale pour les activités proposées par les MPT (musique, arts, langues, danses, sports, loisirs) + gratuité des animations et spectacles - Tarification solidaire qui prend en compte le quotient familial et la situation des foyers monoparentaux, pour favoriser l'accès aux activités proposées en régie - Séjours ados organisés depuis 2024</p>	2024, 2025, 2026
Favoriser l'accès aux activités sportives	<i>Pôle Sport</i>	Tarification sociale pour les familles. <u>Stages sportifs</u> : enfants de 9h à 16h pendant une semaine (tarif à 5 € / famille) <u>Cours parents/enfants</u> mis en place par des associations	2024, 2025, 2026
Favoriser l'accès à la culture	<i>Pôle Culture</i>	<u>Pass culture</u> pour les enfants et les jeunes de moins de 25 ans Tarification sociale et gratuité de certaines structures pour les familles monoparentales bénéficiaires de minimas sociaux	2024, 2025, 2026

Objectif 3 – mobiliser les acteurs institutionnels compétents et les acteurs du territoire pour favoriser l'accès aux droits et l'expression des besoins des familles monoparentales

ACTION	PILOTE	DESCRIPTION	Année
L'organisation d'une journée table ronde associant des femmes monoparentales et des autorités judiciaire et de police	<i>Pôle Solidarités</i>	La Ville de Montpellier organisera une table réunissant les juges, la police et des femmes monoparentales afin d'aborder le sujet de la monoparentalité et des difficultés rencontrées pour sensibiliser les autorités à leurs situations.	2025
Remonter les besoins et difficultés exprimés par les familles monoparentales lors des week-end de répit auprès des autorités concernés	<i>Pôle Solidarités</i>	Après avoir recueilli les besoins et les difficultés des mères lors des 6 week-end organisés par an, la Ville s'engage à porter ces enjeux auprès des autorités concernés et à faire un retour aux mères qui ont été consultés.	2024, 2025, 2026